

# report

## LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN COMME MOTEUR DE COOPÉRATION DANS LE DIALOGUE 5+5

Défis communs, gestion partagée

REPORT N. 16  
Juin 2018  
[www.iemed.org](http://www.iemed.org)



**IE**Med.



Union for the Mediterranean  
Union pour la Méditerranée  
الإتحاد من أجل المتوسط

Avec la collaboration de:



## LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN COMME MOTEUR DE COOPÉRATION DANS LE DIALOGUE 5+5

Défis communs, gestion partagée

Hôtel El Aurassi, Alger, 25-27 juin 2018



Photo de famille du III Forum MedThink 5+5. El Aurassi Hotel, Alger

### Introduction

Le III<sup>e</sup> Forum Med Think 5+5 a accueilli cette année plus de cinquante experts et représentants dans la ville d'Alger afin qu'ils entament une réflexion collective sur la croissance des flux intrarégionaux de personnes et de ressources en Méditerranée occidentale, dont la gestion ne peut être que partagée. Les thématiques étudiées ont été divisées en quatre grands blocs selon la nature des flux, leur géographie et leurs liens avec les contraintes majeures du développement régional, en portant une attention particulière à la jeunesse. La première séance a abordé les enjeux de la mobilité intrarégionale dans l'optique de repenser le binôme sécurité-développement. Ensuite, la seconde s'est penchée sur la prévention de l'extrémisme violent du point de vue de la jeunesse et des femmes. Pour sa part, la troisième séance a réfléchi au rôle du triangle eau-énergie-sécurité alimentaire dans la région 5+5. Enfin, la quatrième séance est revenue sur les jeunes de la Méditerranée occidentale, en se penchant

---

notamment sur les questions d'éducation et d'emploi. Pour la première fois depuis la création du forum, tous ces aspects ont été discutés au cours d'une table ronde finale, qui a abordé l'état actuel de la coopération régionale ainsi que ses perspectives d'avenir en Méditerranée occidentale.

Cette troisième édition du forum avait pour objet de consolider l'initiative Med Think 5+5, un réseau régional de think tanks créé en mai 2016 avec le soutien de plus de trente institutions des dix pays de la Méditerranée occidentale, membres du Dialogue 5+5, à savoir : le Portugal, l'Espagne, la France, l'Italie, Malte, le Maroc, la Mauritanie, l'Algérie, la Libye et la Tunisie. Le MedThink 5+5 travaille dans l'orbite du Forum de la Méditerranée occidentale, de son format « ministériel » et de ses groupes de travail de haut niveau en nouant un partenariat constructif avec des hauts fonctionnaires, des organisations de coopération régionale ainsi qu'avec la société civile afin de servir de modèle pour une coopération régionale de plus grande ampleur.

Le réseau entend répondre aux besoins essentiels du Dialogue 5+5 et de son système en renforçant le dialogue via l'organisation de conférences, séminaires et symposiums entre des acteurs clés de la région. Il sert aussi de plate-forme de recherche collective et de diffusion dont l'objet est de transmettre des informations utiles aux dirigeants du Forum de la Méditerranée occidentale.

Deux conférences annuelles et trois séminaires thématiques (Tunis 2016, Milan 2017 et Rabat 2017) ont été tenus jusqu'à présent avec la participation de plus de soixante think tanks, centres de recherche et institutions publiques et privées. Outre leur importance symbolique en tant que références pour les experts de la Méditerranée occidentale, ces événements ont aussi donné lieu à la parution d'un ensemble de publications qui ont été adressées aux ministères des Affaires étrangères des pays du Dialogue 5+5.

## Inauguration : Le développement humain comme un moteur de coopération dans le dialogue 5+5

Les participants au III<sup>e</sup> Med Think Forum ont été accueillis par M. Liess Boukra, directeur général de l'Institut National d'Études de Stratégie Globale (INESG) et M. Senén Florensa, président du comité exécutif de l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed), qui eurent l'honneur, en cette occasion, de partager la scène avec son Excellence Monsieur l'Ambassadeur **Nasser Kamel**, secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée (UpM), son Excellence M. **Taïeb Baccouche**, secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe (UMA), son Excellence Monsieur l'Ambassadeur **Mohamed Hanneche**, directeur général pour l'Europe au ministère algérien des Affaires étrangères, son Excellence Monsieur l'Ambassadeur **Santiago Cabanas**, ambassadeur d'Espagne à Alger, tous fortement impliqués dans le projet Med Think 5+5.

Cette troisième édition du Med Think 5+5 a été particulièrement appréciée pour son impact pratique et symbolique. D'une part, elle rend témoignage de l'intensification des rapports qui se sont noués entre le réseau d'experts et les décideurs de la Méditerranée occidentale, ce qui était l'objectif de l'initiative lancée par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Dialogue 5+5 tenu à la Vallette en 2012. D'autre part, elle marque le début d'une interaction Nord-Sud qui vise à continuer dans l'avenir. Finalement, le programme de cette édition exprimait, dans son ensemble, le désir de faire avancer le développement humain, pilier et ambition majeurs de la coopération en Méditerranée occidentale, et c'est dans ce but qu'une réflexion collective s'est portée sur la croissance des flux intrarégionaux des biens et des personnes, mais aussi des idées, dont la gestion ne peut être que partagée.

Depuis sa création, l'agenda du réseau Med Think a toujours accordé la plus grande importance à un ensemble de sujets essentiels pour la Méditerranée occidentale. En effet, le renforcement du dialogue politique, le développement économique et la coopération sont des éléments qui s'avèrent être indissociables pour parvenir à relever un défi de taille : l'intégration régionale, notamment l'intégration Sud-Sud.



M. Nasser Kamel, Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée (UpM)

C'est pour cette raison que le présent forum a été qualifié de moteur d'une coopération régionale fructueuse et concrète en Méditerranée ainsi que de pépinière ou de modèle pour une coopération plus efficace à l'échelle régionale. La nature informelle de ses échanges permet, selon les premières prises de parole des assistants, de mener ensemble des réflexions innovantes, de consulter et de tester ensemble des idées et de fournir des solutions concrètes et opérationnelles pour relever les défis auxquels tous les pays du Dialogue 5+5 sont confrontés. Le forum a aussi été considéré par les assistants comme une preuve du renforcement du Dialogue 5+5 illustrant à la perfection le principe de « géométrie variable » qui régit actuellement les relations euroméditerranéennes.

Le Dialogue 5+5 possède les atouts pour s'ériger en « pivot de l'axe Europe Afrique »

Dans ce contexte, la séance d'ouverture s'est focalisée sur la nécessité de placer le développement humain au cœur de l'agenda de la Méditerranée occidentale. La solidarité, la complémentarité et la coopération sont considérées comme de plus en plus importantes dans la conception de nouvelles politiques et le développement de nouvelles stratégies à même de conduire à une intégration régionale avantageuse pour toutes les parties. Cependant, les revendications sociales et les réactions des jeunes sont un signal d'alarme à ne pas négliger. C'est pour toutes ces raisons que le Dialogue 5+5 est en train de devenir, selon un intervenant, l'une des caisses de résonance les plus importantes en

Méditerranée occidentale et qu'il a été défini en tant que « pivot de l'axe Europe-Afrique ».

Les quatre thèmes du forum, à savoir, les migrations, le terrorisme, la sécurité alimentaire et les jeunes, ont été définis par les participants comme des questions cruciales qu'il est très urgent d'aborder et ceci pour plus d'une raison. En effet, il a été constaté, en premier lieu, que les migrations en Afrique tendent de plus en plus à devenir des migrations intraafricaines au nord et au sud du Sahara. Par conséquent, les mouvements de population sont perçus davantage comme des facteurs de développement et non plus uniquement comme des facteurs d'insécurité.

La coopération dans le domaine des flux migratoires en provenance de zones de conflits, endogènes ou exogènes, voire les deux, semble « insuffisante ou insuffisamment répandue », même dans le cadre de leur rapport avec la radicalisation et le terrorisme. De plus, il a été remarqué qu'il reste encore beaucoup à faire pour que le programme Stratégie de l'eau en Méditerranée occidentale, signé en 2015, devienne plus performant et réponde mieux aux problèmes climatiques et énergétiques, cela afin d'assurer au mieux la sécurité alimentaire dans toute la région occidentale de la Méditerranée. Finalement, il a été rappelé que la jeunesse et son éducation demeurent une préoccupation majeure dans la région, celle-ci aspirant à garantir un droit fondamental : le droit à l'emploi, défini en tant que garant de la dignité humaine et d'un développement socioéconomique inclusif.

En dernier lieu, il a été mentionné que certaines institutions, telles l'Union du Maghreb arabe (UMA) et l'Union pour la Méditerranée (UpM), sont désireuses de renforcer leur partenariat stratégique dans le cadre du Dialogue 5+5 afin de pouvoir faire face aux enjeux politiques, économiques et sécuritaires de la Méditerranée occidentale et, comme souligné par les intervenants, d'honorer leurs engagements envers les populations de la région.

## Première séance : « De migration à mobilité : inversion du rapport sécurité-développement »

Dans l'optique d'aborder les causes profondes des crises migratoires qui se sont succédées en Méditerranée occidentale ces dernières années, cette séance s'est penchée sur les aspects qui ont fait de la mobilité dans le bassin méditerranéen une question épineuse, non pas une source de richesse partagée. Il est vrai que, depuis le début du nouveau Millénaire, le concept de « mobilité » a, peu à peu, remplacé le mot « migration ». Dans les années soixante-dix, le terme « mobilité » concernait les déplacements internes des personnes au sein des pays, mais de nos jours, il se réfère à la décision de se déplacer d'un pays à l'autre du fait de la mondialisation et des disparités Nord-Sud. Dans l'espace méditerranéen, ce phénomène a connu, ces dernières années, une ampleur sans précédent avec des répercussions considérables sur la Méditerranée occidentale, où des pays traditionnellement d'émigration sont devenus des pays de transit, voire des pays d'accueil. De plus, la sécurisation des frontières a changé la façon dont sont perçues les migrations du point de vue sociopolitique.

Quoi qu'il en soit, il existe un vaste consensus autour de l'idée qu'il est impossible pour les pays d'aborder ce phénomène mondial de manière unilatérale. En dépit de cela, le dialogue international sur les migrations n'est toujours pas parvenu à construire une vision commune sur cette question. En grande partie, cela est dû au fait que, sous la dénomination « migration », on inclut non seulement les flux réguliers et irréguliers de personnes, mais aussi les déplacements se produisant dans le cadre de la traite des êtres humains ou d'autres formes d'exploitation. Le fait que, dans la majorité des cas, ce phénomène trouve son origine dans les disparités économiques et l'asymétrie des opportunités devrait être pris en compte. C'est pour cela d'ailleurs que le développement a été placé au cœur de la discussion, qui s'est articulée autour de plusieurs questions initiales : quels ont été les résultats des initiatives mises en œuvre pour faire face à cette réalité ? Quel rôle la diaspora joue-t-elle dans la lutte contre la xénophobie et en faveur du développement, dans les pays

Dans le cadre de la mondialisation, le concept de 'mobilité' a peu à peu remplacé celui de migration

d'origine ? Et dans les pays d'accueil ? Quel devrait être le rôle du Dialogue 5+5 dans ce contexte ?



La première séance s'est penchée sur les mouvements migratoires dans la Méditerranée occidentale

L'absence d'intégration des pays du Maghreb, la montée du racisme et de la xénophobie en Europe ainsi que la propagation de l'extrémisme chez les jeunes sont autant de facteurs de l'instabilité qui règne en Méditerranée occidentale. Il est essentiel, à cet égard, de ne pas négliger deux aspects cruciaux de ces tendances. D'une part, les jeunes musulmans nés en Europe sont, dans la plupart des cas, le terreau fertile dont s'alimente l'extrémisme. D'autre part, la montée en puissance du populisme à travers la région a mené certains pays à prendre des décisions incohérentes aux conséquences graves. De plus, les dirigeants européens ne parviennent pas à enrayer le vieillissement de la population du continent, lequel perd de son poids sur le marché mondial. Compte tenu de cette situation, une remise en question de l'approche actuelle des migrations pourrait aboutir à des solutions gagnant-gagnant.

### **Crises convergentes**

Quant à l'agitation sociale engendrée par le phénomène des migrations en Méditerranée, les participants à la séance ont souligné, d'une part, la responsabilité des pays en matière de gestion des flux migratoires et, d'autre part, le rôle des médias dans la diffusion d'une image déformée des modèles

de migration. En ce qui concerne le premier point, la sécurisation des frontières et la prolifération de solutions à court terme pour résoudre les différentes crises, dont la Méditerranée est le point de convergence, ont mené à des situations telles que même des principes reconnus par tous, comme le *non-refoulement*, sont souvent bafoués. Quant à l'impact des médias, plusieurs participants ont mis l'accent sur le fait que, contrairement à ce que l'on pourrait croire, la plupart des flux de personnes se produisent au sein des pays africains. Et, à ce propos, il faut savoir que 80 % à 90 % des réfugiés demeurent dans des pays en voie de développement.

De plus, la tendance à lier les migrations au terrorisme et à les présenter en termes de crise ou de menace, plutôt qu'en termes d'avantages réciproques, ne fait qu'accentuer la gestion à court terme, inefficace et incohérente, d'un phénomène qui devrait être bénéfique de part et d'autre de la Méditerranée, compte tenu des complémentarités existant entre les deux rives. Dans un tel contexte, les pays tendent à se retrouver confrontés au trilemme *développement national-sécurité nationale-sécurité internationale*.

Face à ce catastrophisme sociopolitique, les causes profondes des migrations sont souvent obviées et peu d'efforts sont faits pour les attaquer de front. L'asymétrie des conditions de vie explique largement le sens et l'importance des flux migratoires à travers la Méditerranée occidentale. Le dénuement, l'absence d'opportunités, les faibles niveaux de confiance dans le système et l'insécurité contraignent les personnes à quitter leurs pays. La structure démographique des pays du Sud accentue encore davantage cette tendance, le marché du travail ne pouvant absorber les demandes d'emploi des jeunes. À cela, il faut ajouter la fuite des cerveaux causée par ces migrations. Celle-ci contribue d'ailleurs à la création d'un cercle vicieux par lequel les migrations privent les pays de ressources humaines précieuses, entraînant une certaine stagnation, laquelle, à son tour, incite les gens à migrer. Cela est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles la segmentation économique et sociale des migrations semble être partagée de manière inégale dans les pays d'origine et dans les pays d'accueil.

La gestion étatique et médiatique des flux a contribué à repandre une image déformée des migrations

Les causes profondes des migrations sont souvent négligées

### **L'absence de réponses collectives**

Malheureusement, et bien qu'il soit évident que les multiples défis soulevés par ce phénomène ne peuvent pas être relevés individuellement, le multilatéralisme et la coopération se sont affaiblis dans cet espace au cours des dernières années, entravant la mise en œuvre de solutions globales et consensuelles. Par ailleurs, la montée du populisme a entraîné une poussée de xénophobie qui sert à justifier l'option de sécurisation des frontières et le non-respect, par certains pays membres de l'UE, de principes reconnus au niveau international.

Seuls les pays du Sud ont ratifié la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants

En même temps, le recul du multilatéralisme a profondément entravé le développement du dialogue international et l'atteinte d'un accord global sur les migrations. À ce propos, un fait significatif a été souligné pendant cette séance : seuls les pays du Sud ont ratifié la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants.



Les intervenants sont convenus de la nécessité de fournir des réponses collectives

### **« Brain drain vs brain gain » : le rôle de la diaspora**

Quoi qu'il en soit, l'une des idées les plus récurrentes de la séance a été la possibilité de transformer les principaux enjeux de la Méditerranée occidentale en opportunités. De cette façon, la complémentarité démographique pourrait être un exemple du potentiel de ces flux, de même que le transfert de compétences, qui a été qualifié durant la discussion d'élément essentiel pour le bon fonctionnement d'une économie mondialisée.

En ce sens, un moyen de transformer le cercle vicieux en cercle vertueux est l'application de solutions économiques aux problèmes politiques que ce phénomène implique. Dans cette optique, un autre facteur essentiel à prendre en compte est la diaspora, qui peut jouer le rôle de catalyseur de développement à la fois dans le pays d'origine et dans celui d'accueil. Dans le premier cas, si les liens sont maintenus avec le pays d'origine, la diaspora peut contribuer au développement de l'activité sociale et économique de celui-ci tandis que, dans le deuxième cas, elle peut aider à l'intégration sociale et économique des nouveaux arrivés dans le pays d'accueil.

La diaspora en tant que catalyseur de développement joue un rôle essentiel autant dans le pays d'origine que d'accueil

### Propositions et recommandations

Au cours de la séance, plusieurs participants ont signalé la nécessité de créer une sorte de Plan Marshall pour les pays dont les flux migratoires à destination de l'Europe sont les plus intenses. Cependant, cette proposition a été accueillie avec scepticisme, car il a été retenu peu probable qu'un plan économique de grande envergure soit en mesure de provoquer le changement structurel nécessaire aux pays d'origine et de transit. En effet, il a été rappelé que certains programmes lancés par l'Union européenne et d'autres institutions aux fins d'intégrer les pays africains dans des chaînes de valeur mondiales, tel le Plan d'investissement extérieur de l'UE, n'ont pas été en mesure de provoquer des changements importants dans la structure économique de ces pays, ou qu'en tout cas, ces changements ont été lents et insuffisants.

Pendant cette séance, il a aussi été fait référence à « l'approche favorisant la sécurité des personnes » (en anglais « human security approach »), qui redéfinit le concept de sécurité en tant qu'expérience subjective au microniveau. Le concept « d'investissements sociaux » a aussi été discuté, en portant une attention particulière à l'amélioration de la protection sociale. Toutefois, ce concept entre en contradiction avec les politiques d'austérité qui régissent actuellement les politiques macroéconomiques des pays de la côte méditerranéenne.

## Deuxième séance : « Vers une coopération renforcée contre le terrorisme et la radicalisation : le rôle de la jeunesse dans l'espace 5+5 »

La deuxième séance du III<sup>e</sup> Forum MedThink 5+5 a rassemblé des experts et des responsables politiques autour de l'une des questions les plus débattues dans la région de nos jours. Dans ce cadre, la montée de la radicalisation et de l'extrémisme en Méditerranée occidentale a été abordée du point de vue des jeunes, qui sont à la fois les principales victimes de ce phénomène et le catalyseur possible d'un changement de cap. Les participants ont essayé de répondre à des questions très complexes à ce propos, notamment la question de savoir quelles sont les priorités des pays 5+5 dans ce domaine, ou quels sont les profils des jeunes les plus vulnérables, ou encore quels sont les points forts des jeunes, hommes et femmes, face à ce phénomène.

Selon plusieurs intervenants, l'extrémisme peut adopter des formes différentes ou être lié à des idéologies différentes, mais derrière celles-ci, il existe un certain nombre de caractéristiques, identifiables, qui mènent certains jeunes à la radicalisation, à savoir : la frustration, le mécontentement social, le chômage et la marginalisation (entre autres). La séance a mis l'accent sur le rapport entre les causes politiques et les causes socioéconomiques de ce phénomène complexe, sans pour autant négliger l'influence de certains changements au sein des familles, dans l'éducation ou au niveau de la gouvernance.

Les jeunes sont à la fois les principales cibles de l'extrémisme et les catalyseurs d'un changement de cap

### Changer les stéréotypes

L'un des principaux sujets de débat a été l'importance de la déconstruction et du dépassement des stéréotypes qui ont stigmatisé les jeunes Méditerranéens et les ont exclus des programmes politiques. Dans cet esprit, plusieurs intervenants ont abordé la nécessité d'améliorer leur intégration politique et socioéconomique, compte tenu, notamment de la réticence actuelle à laisser les jeunes intégrer les sphères de décision. C'est d'ailleurs pour cette raison que certains participants ont appelé à une reconnaissance officielle du rôle des jeunes dans la lutte active contre l'extrémisme et la radicalisation, et en tant que force motrice du changement dans un contexte de plus grande ampleur.

Il faut dépasser les stéréotypes qui ont stigmatisé les jeunes Méditerranéens et les ont exclus des programmes politiques

Au fil du débat, les intervenants ont mis l'accent sur différents moyens qu'il conviendrait d'employer pour faire face à ce phénomène. Par exemple, les programmes de déradicalisation pourraient adopter une approche spécifique, axée sur la rééducation idéologique ; ou une approche implicite, plus centrée sur l'individu. Il serait aussi nécessaire de faire appel à une approche holistique et ascendante impliquant les familles, les enseignants et la société civile dans son ensemble, dans le but d'accroître l'engagement et l'autonomisation des jeunes en tenant compte de leurs caractéristiques en tant que groupe social hétérogène.

Cela étant, certaines interventions ont signalé que le rôle des jeunes n'est pas seulement positif d'un point de vue potentiel, mais que, d'ores et déjà, des jeunes prennent part, très activement, à la prévention de l'extrémisme, à un degré comparable à celui des diplomates, de la police ou du secteur sécuritaire. Par exemple, certains jeunes travaillent sur la modification du discours, tentant d'influencer les médias et de devenir membre des cadres internationaux œuvrant pour l'engagement des jeunes. Néanmoins, il a été remarqué que ces dynamiques donnent lieu, au sein de la société civile, à la création d'élites qui se déconnectent peu à peu des champs d'action et finissent par prendre totalement leurs distances par rapport à l'État.

### **Le rôle de l'éducation et du marché de l'emploi**

**L'écart entre exigences professionnelles et compétences scolaires est une source de frustration sur le plan économique et personnel** La plupart des intervenants ont établi un rapport entre éducation, marché de l'emploi et radicalisation. Pour plusieurs d'entre eux, l'écart entre les compétences exigées aux jeunes par le marché de l'emploi et les qualifications obtenues à l'issue de leurs études est une source de frustration importante sur le plan économique et personnel. Dans cet ordre d'idées, le haut niveau des taux de chômage et d'abandon scolaire caractéristique des pays de la Méditerranée occidentale, constitue, selon les experts, l'un des points-clés du phénomène de la radicalisation dans cette région. Les participants ont aussi exprimé leur inquiétude à propos de l'absence de coopération dans les domaines de l'éducation et de la mobilité entre les pays de la Méditerranée occidentale, notamment au Sud.

Le rôle du travail en tant que frein à l'extrémisme a aussi fait l'objet de débats. Il a été commenté que le type de travail détermine jusqu'à quel point une personne est capable (en fonction de l'autonomie et de la dignité que ce travail lui confère) de s'opposer aux tendances extrémistes. De même, dans le domaine de l'éducation, les assistants se sont penchés sur des sujets sensibles comme les religions, en insistant sur l'importance de les mettre en application de manière à ne pas soulever de problèmes d'ordre épistémologique. La formation des imams est considérée un facteur clé pour la lutte contre le phénomène de la radicalisation.



La deuxième séance a porté sur jeunesse et radicalisation dans les pays du Dialogue 5+5

### **Dialogue social**

Il a été mentionné à plusieurs reprises que, pour lutter contre la radicalisation, il faut favoriser un dialogue social impliquant un large éventail d'acteurs : famille, hommes et femmes politiques, éducateurs/trices et groupes locaux et régionaux. Le rôle des femmes est considéré comme particulièrement important dans nombre des contextes mentionnés. Selon un certain nombre de participants, les femmes jouent un rôle essentiel au sein du noyau familial, mais aussi dans le domaine de l'éducation et, plus spécifiquement, dans le domaine religieux. Certaines interventions ont signalé le succès remporté par des projets déjà menés dans des pays du Maghreb, notamment la formation de femmes imams. D'autres assistants ont demandé que cette option soit étudiée plus en détail.

Quoi qu'il en soit, plusieurs experts ont de nouveau signalé que, pour consolider le dialogue social et le rendre fructueux, il fallait y impliquer la population jeune. Le défi est, à leur avis, de savoir assumer un rôle d'accompagnateur et de mentor sans, pour autant, remplacer les jeunes ou les ignorer lorsque les prises de décision les concernant directement entrent en jeu.

Les participants ont rappelé que des efforts sont à déployer pour intégrer les jeunes dans l'environnement politique et socioéconomique et qu'une approche ascendante est à adopter en ce qui concerne la définition de leur rôle dans la prévention et le traitement de l'extrémisme. Il serait intéressant de former de jeunes « multiplicateurs », capables de former à leur tour d'autres jeunes durant leur propre formation.

### **Recommandations**

Au vu des réalités décrites ci-dessus et des défis à relever, les participants sont convenus qu'il fallait renforcer le dialogue tant au niveau local qu'interétatique. Ils soulignent l'importance d'initiatives telles que la feuille de route adoptée par les ministres des Affaires étrangères de l'UpM en 2017 ou le décalogue de Malaga de l'OSCE, ces deux documents visant au renforcement de la coopération en matière de prévention de l'extrémisme.

Un autre des aspects à aborder est l'éducation religieuse, formelle et informelle. Les participants ont discuté de la nécessité d'offrir un enseignement axé sur la « citoyenneté universelle ». De même, ils considèrent urgent de procéder à une révision des manuels d'enseignement et à un renforcement de la coopération intrarégionale en matière d'instruction religieuse, tant à l'école que dans le cadre de la formation des imams.

Toute solution doit être axée sur les droits humains

Enfin, la plupart des participants ont mis en garde contre la sécurisation de cet enjeu et ont rappelé que toute solution, quelle qu'elle soit, doit être axée sur « les droits humains » et éviter tout type de ghettoïsation des jeunes en risque de marginalisation.

### Troisième séance : « Le triangle énergie-eau-sécurité alimentaire en Méditerranée occidentale »

La troisième séance a rassemblé des chercheurs et des représentants d'institutions impliqués dans le développement durable en Méditerranée, plus précisément, dans l'articulation d'un écosystème fondé sur le triangle énergie-eau-sécurité alimentaire. Ainsi, les participants ont-ils exposé des points de vue différents, mais complémentaires, sur les enjeux des pays de la Méditerranée occidentale dans ce domaine. Le grave impact du changement climatique sur la région méditerranéenne, notamment sur les pays de la côte sud, a été la toile de fond de cette discussion.

La séance a commencé par la présentation de données et de cas montrant la forte interdépendance et interaction des ressources énergie-eau-sécurité alimentaire (approche Nexus), ainsi que les projections de leur demande croissante dans les années à venir. Parmi les chiffres fournis par UN Water, on a pu constater que l'agriculture représente 70 % de la consommation d'eau au niveau mondial, que 75 % des eaux utilisées dans l'industrie servent à la production d'énergie et que 90 % de la production mondiale d'énergie est liée à une consommation intensive de l'eau. De même, 72 % des ressources en eau en Méditerranée sont concentrées sur la côte nord.

La discussion a mis en lumière l'évolution du concept vers une formule quadrangulaire (l'interaction eau-énergie-alimentation-écosystème). Les questions et les débats se sont centrés sur le goulet d'étranglement associé aux investissements en eau et en énergie, sur le besoin de mise en application de l'approche Nexus dans des projets concrets, sur les mécanismes et les décisions du groupe 5+5 ainsi que sur les enjeux de plus grande ampleur liés à la pression engendrée par les migrations.

De plus, la séance a servi à présenter l'avant-projet d'un programme intitulé : *WEG Work Programme and Work Plan on the Nexus* mené par une équipe ad hoc de l'UpM spécialiste de cette approche. Ce programme a pour objet la

L'approche Nexus pourrait envisager une formule quadrangulaire comprenant l'eau, l'énergie, l'alimentation et l'écosystème

construction d'un cadre d'interventions politiques et d'identification/priorisation des investissements, la création et la distribution d'outils qui permettront d'introduire l'approche Nexus et de la rendre opérationnelle, la création de structures de gouvernance, le développement des connaissances sur Nexus ainsi que la conception et la mise en œuvre d'interventions-pilotes reproductibles.

### Enjeux à venir

La Méditerranée est un « point chaud du changement climatique »

Les participants à cette séance sont convenus du fait que, comme affirmé par l'un d'entre eux, la Méditerranée est de nos jours « un point chaud du changement climatique ». S'appuyant sur des données et des estimations de l'Euromed Centre on Climate Change, le débat s'est centré sur l'évolution inquiétante des conditions climatiques en Méditerranée à l'horizon 2050. Entre autres données, il faut signaler que la moyenne des températures montera de 2 à 3° C, que les précipitations diminueront d'environ 5 % à 20 % et que les situations extrêmes dues au climat deviendront beaucoup plus courantes et nuisibles. Ces changements auront un impact direct sur les récoltes et l'approvisionnement en eau, qui est déjà un problème de nos jours, notamment dans le Sud. À cet égard, il a été souligné que l'un des aspects les plus controversés de la situation en Méditerranée est que les pays du Nord du bassin contribuent largement aux causes du changement climatique, tandis que ce sont les pays du Sud qui en pâtissent le plus les conséquences.



La troisième séance a déclenché un débat sur l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire en tant que piliers de la soutenabilité en Méditerranée occidentale

En ce qui concerne cette évolution, il a été souligné que, trop souvent, l'interaction eau-sécurité alimentaire-énergie se caractérise en Méditerranée par des distorsions induisant des effets externes négatifs plutôt que des synergies positives. Un exemple a été mentionné à cet égard : le haut niveau d'utilisation des combustibles fossiles pour la production alimentaire et hydrique et les énormes quantités d'eau utilisées pour la production d'énergie et les systèmes intensifs d'irrigation des cultures. L'utilisation de ressources alimentaires pour la production de biocarburants, qui provoque une augmentation des prix et accentue leur volatilité, a aussi été mentionnée. Finalement, les assistants ont traité de l'utilisation des revenus issus du pétrole, lesquels, lorsqu'ils servent à importer de l'eau et à subventionner la production agricole, font augmenter la pression sur les ressources hydriques externes et internes.

Tandis que le Nord du bassin contribue largement au changement climatique, le Sud en pâtit davantage les conséquences

### **Le Triangle et l'agenda de la Méditerranée occidentale**

Comme le prouvent certaines initiatives internationales, telles Rio+20, l'approche Nexus a gagné en importance ces dernières années et a été intégrée dans l'agenda politique de la Méditerranée occidentale. À cet égard, des initiatives mises en œuvre actuellement en Méditerranée occidentale pour inverser les effets négatifs du changement climatique sur les trois éléments constituant le triangle ont été présentées dans le cadre de cette séance.

La Stratégie de l'eau adoptée par les ministres du Dialogue 5+5 en 2016, a été largement discutée. Cette initiative algéro-espagnole, en cours depuis 2014, a pour objet de renforcer, dans la région qui nous occupe, des actions répondant à une approche commune en matière de changement climatique. Ce projet vise notamment à intensifier la mise en place de politiques sur la gestion durable de l'eau, à renforcer la coopération entre les pays de la Méditerranée occidentale et à améliorer la gestion de l'eau dans la région.

De plus, l'initiative PRIMA a été présentée durant cette séance. PRIMA soutient la recherche et l'innovation dans le domaine de la gestion de l'eau et des systèmes agroalimentaires dans 19 pays euroméditerranéens. Elle vise à

rassembler la communauté scientifique, la société civile et le monde des affaires autour de projets s'articulant autour de trois grands domaines : la gestion de l'eau, les systèmes d'exploitation agricole et les chaînes de valeur alimentaires. Sur cette base, des consortiums ont été constitués avec, au moins, trois participants du Nord et du Sud de la Méditerranée pour mener à bien les projets sélectionnés.

Les perspectives d'avenir dans le secteur énergétique dépendront de la proactivité des pays méditerranéens dans les trois prochaines années

Quant aux perspectives d'avenir dans le secteur énergétique, elles sont liées à la proactivité des pays méditerranéens dans les très prochaines années. À ce propos, les participants ont discuté des résultats de l'étude publiée en avril 2018 par l'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME) sur les perspectives de l'énergie en Méditerranée. Ce document présente deux scénarios pour 2040. Le premier, nommé « scénario de référence » fondé sur des estimations « business-as-usual » (sans changement de cap) s'appuie sur les tendances du passé et construit ses prévisions régionales sur la base d'un maintien desdites tendances. Le second, en revanche, appelé « scénario proactif » prévoit la mise en œuvre de programmes d'efficacité énergétique et de diversification des énergies sur la base des NDC (sigles en anglais de « contribution déterminée au niveau national ») de chaque pays. Par ailleurs, ce scénario part du principe que le financement international sera facilement disponible.

Selon cette étude, dans un scénario proactif, la demande en énergie n'augmenterait que de 13 % d'ici à 2040. Le mix énergétique serait toujours dominé par les combustibles fossiles, mais la proportion de ces combustibles pourrait passer, d'ici à 2040, des deux tiers du total (la proportion actuelle) à à peine plus de la moitié. Ce scénario implique donc une augmentation de l'utilisation du gaz naturel et une présence beaucoup accentuée des énergies renouvelables dans le secteur méditerranéen de l'énergie. Finalement, dans le cadre du scénario proactif, la baisse de la demande et la création d'énergie décarbonée entraîneraient une chute de 4 % des niveaux d'émissions de CO<sub>2</sub> par rapport au niveau actuel (contre 36 % d'augmentation si les tendances actuelles se maintiennent).

## Recommandations

La discussion tenue pendant cette troisième séance a abouti à un ensemble de suggestions et de recommandations liées à l'articulation technique et sociopolitique du triangle.

Dans le domaine technique, il a été souligné. De même, selon les assistants, il faut améliorer le lien entre sécurité énergétique et sécurité alimentaire et, en général, améliorer la cohésion entre les trois secteurs du triangle. Plusieurs participants ont fait part de la nécessité de donner un plus grand rôle à l'agriculture et à l'alimentation dans la construction d'une économie durable à même de contrer les problèmes sociaux, telles les migrations, dus à des conditions climatiques défavorables.

Une approche sectorielle apparaît plus assimilable et désirable

Dans ce cadre, plusieurs points ont fait l'objet d'une attention particulière : le niveau sociopolitique, l'importance de l'amélioration de l'enseignement, la sensibilisation au changement climatique et à l'utilisation des ressources naturelles ainsi que les mécanismes de transfert des résultats de la recherche. Quant à l'approche Nexus, certains ont suggéré que l'éducation et les soins de santé devraient y être intégrés. De plus, il a été dit que des mesures environnementales devraient être accompagnées de mesures complémentaires visant à garantir la satisfaction des besoins des citoyens liés à la sécurité alimentaire.

## Quatrième séance : « Jeunesse, éducation et emploi en Méditerranée occidentale : une transition inachevée »

La quatrième séance du forum s'est tournée de nouveau vers les jeunes pour, cette fois, traiter des dynamiques de l'emploi concernant ce secteur de la société ainsi que leurs effets sur les pays de la Méditerranée occidentale. La séance a traité tout d'abord des rapports complexes existant entre éducation, emploi, autonomisation des jeunes et mutations sociales. Certains participants ont également fait référence à la nécessité d'améliorer les moyens qui facilitent l'insertion des jeunes dans la société, à savoir un travail décent et des systèmes d'enseignement adaptés aux besoins des sociétés actuelles.

Alors que les participants étaient d'accord sur l'importance de ces trois piliers, la pertinence du concept d'employabilité a donné lieu à un débat animé. De plus, différents points de vue sont apparus sur les conditions actuelles et les perspectives d'avenir des jeunes dans les pays de la Méditerranée occidentale.

### Tendances relatives à l'emploi dans les pays de la Méditerranée occidentale

Une partie de la séance s'est focalisée sur l'analyse des divergences internes identifiées dans la structure de l'emploi en Méditerranée occidentale. En ce sens, la sensibilité des taux d'emploi aux fluctuations de la croissance, au niveau d'éducation, aux investissements étrangers et à la participation des femmes a fait l'objet d'une évaluation. Il ressort de cette étude que d'importantes différences existent entre le Nord et le Sud du bassin méditerranéen, mais aussi entre les pays du Sud. L'analyse a mis en lumière le manque de convergence entre le Nord et le Sud au cours des dernières années, ainsi que la grande hétérogénéité des marchés de l'emploi dans le Sud. Quoiqu'il en soit, les risques associés à cette situation sont partagés et les coûts pour y remédier devraient aussi être partagés.

Les marchés d'emploi en Méditerranée sont hétérogènes et peu convergents

Il a été signalé que l'emploi dans les pays de la rive nord est six fois plus sensible à la croissance du PNB que dans les pays du Sud. Cette divergence est due, en partie, à la lenteur de la réponse aux changements de la demande, à l'inefficacité des politiques fiscales ou à l'inadéquation de la technologie aux

conditions de développement des pays du Sud. En ce qui concerne le niveau d'éducation, il a été souligné que, dans les pays du Sud, le chômage frappe davantage les personnes les plus qualifiées en raison des raideurs du secteur public et de l'offre limitée d'emplois qualifiés dans le secteur industriel. Quoi qu'il en soit, le taux de chômage des jeunes est, au Nord comme au Sud, beaucoup plus élevé que le taux de chômage moyen. Cette situation est liée aux conséquences de la crise de 2008, mais aussi à l'inadéquation des compétences, à la faiblesse de la formation de l'entrepreneuriat et au manque d'accès au capital.

Quant à la relation entre le chômage et les investissements étrangers, la séance a mis en lumière les différences structurelles existant entre les pays du Sud. En effet, tandis qu'en Tunisie, il semble exister un rapport inverse (c.-à-d. plus d'investissements directs étrangers (IDE) > moins de chômage), en Algérie la relation n'est pas très claire, ce qui est dû essentiellement au fait que les investissements sont plutôt orientés vers le secteur pétrolier, lequel engendre peu d'emplois.



Les intervenants de la quatrième séance ont réfléchi sur les défis que pose le marché de l'emploi pour les jeunes en Méditerranée

### **Enjeux majeurs**

Plusieurs interventions ont signalé les enjeux qui font de la Méditerranée occidentale une zone particulièrement sensible en termes d'emploi. À cet

égard, il a été indiqué que, si le taux de chômage des jeunes (qui était de 21 %) peut expliquer les événements survenus en 2011, il faut noter qu'il est maintenant passé à 30 %. Le débat a beaucoup insisté sur le défi que représente la croissance de la population dans une région où 250 millions d'habitants sur 308 sont nés après 1998. Cela signifie que, selon les prévisions en matière de croissance de la population, d'ici à 2050, 7 millions d'emplois devraient être créés dans la région arabe et 2 millions au Maghreb pour que ces pays restent stables. Il a été expliqué qu'une société très jeune n'est pas nécessairement un inconvénient si les conditions nécessaires à sa bonne gestion sont réunies. Dans le cas contraire, une population jeune peut devenir une « bombe à retardement démographique ». Il a, d'ailleurs été signalé que ce que l'on appelait autrefois « un atout démographique » est devenu de nos jours une malédiction.

[Le taux de chômage des jeunes aide à expliquer les événements de 2011](#)

L'un des plus grands défis provoqués par la situation actuelle est que, compte tenu des attentes et des niveaux de vie dont jouissaient les jeunes Méditerranéens par le passé, beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui plongés dans un état « d'attente » : ils finissent leurs études, mais ne parviennent pas à atteindre l'objectif promis, alors ils attendent de pouvoir entrer dans la vie adulte. Cette situation, comme l'ont commenté plusieurs participants, est une cause de frustration qui rend les jeunes moins enclins à respecter les règles du jeu.

[Les jeunes sont plongés dans un état « d'attente » déclencheur de frustration](#)

Une autre source de difficultés est la restructuration du secteur public dans de nombreux pays de la Méditerranée occidentale, ceci en raison de son épuisement, de la pression des organisations internationales pour qu'il soit réduit ou de l'impact des conflits liés à sa légitimité et à son pouvoir, comme dans le cas de la Libye. Dans ce contexte, l'économie informelle prolifère. Soupape de sécurité contre l'inefficacité des politiques sociales, c'est aussi une menace dans la mesure où elle attire de plus en plus de jeunes, de femmes et de travailleurs qualifiés. De plus, comme souligné par un intervenant, les conditions macroéconomiques et les cadres institutionnels ne vont pas dans le sens d'un développement des affaires ou de la création d'emplois. Les

réglementations du marché de l'emploi apparaissent aussi comme un obstacle majeur pour la création d'emplois, voire représentent une entrave à l'essor du commerce. De même, il a été signalé que les politiques sur le travail sont souvent mises en place sans faire ensuite l'objet d'un suivi, de sorte que leur performance n'est jamais évaluée.

Finalement, il a été dit que l'avènement de la quatrième révolution industrielle et les tendances actuelles en matière de numérisation ne vont pas seulement obliger les pays à réadapter leur marché de l'emploi et leur capital humain à cette nouvelle réalité, mais que les institutions du marché du travail et les universités devront leur emboîter le pas.

### **Recommandations**

Parmi les recommandations et les suggestions formulées par les intervenants, il faut citer : la nécessité d'activer la croissance pour créer des emplois, de stimuler les IDE pour une modernisation du secteur industriel et pour effectuer des transferts technologiques, d'améliorer la qualité des institutions et de prendre des mesures en vue de la création d'un effet de marché intérieur méditerranéen.

Les intervenants ont aussi appelé à une « intégration régionale plus profonde, différenciée, accélérée et renforcée, sans frontières artificielles, en utilisant de nouvelles infrastructures globales et multi-dimensionnelles et en adoptant des politiques industrielles et innovantes (soutenues par une stratégie de co-développement) ainsi qu'un nouveau programme de politique éducative à mettre en place dans plusieurs secteurs et les domaines qui y sont liés : transport, énergie et décarbonation, eau, économie numérique, économie bleue et développement urbain durable ».

Les participants ont aussi mentionné le besoin d'une coopération renforcée en matière d'innovation, R&D, formation, emploi et programmes d'employabilité destinés aux jeunes ainsi qu'en matière d'action sociale (c.-à-d. autonomisation des femmes et des jeunes). L'un des intervenants a mis particulièrement

l'accent sur le rôle que l'orientation professionnelle pourrait jouer en matière d'adéquation études-travail.

Quant à l'entrepreneuriat, il a été dit qu'il devrait passer d'un macro à un microniveau et que les systèmes de formation devraient être repensés en vue d'une percée numérique et innovante réussie. Dans cette même perspective, les possibilités techniques et légales de l'entrepreneuriat devraient faire l'objet d'une diversification tandis qu'un environnement favorable à l'entrepreneuriat devrait être créé. De même, il faut agir au niveau des moyens financiers et d'épauler les chefs de projets avec professionnalisme.

### Table ronde : « Le Dialogue 5+5 : quelle marge pour une pensée à dix ? »

Le III<sup>e</sup> Forum Med Think 5+5 s'est terminé autour d'une table ronde dont l'objectif principal était de susciter une réflexion collective sur les questions abordées durant les deux journées précédentes et de faire progresser la discussion sur le rôle que les initiatives liées au Dialogue 5+5 devraient jouer dans un panorama méditerranéen complexe. La conversation a démarré sur une réflexion concernant les caractéristiques ambivalentes de ce format intergouvernemental, dont les avantages sont, parfois aussi, des faiblesses. Le format informel du forum, le partage des intérêts et l'absence d'un cadre institutionnel ont fait l'objet d'un débat, de même que la complémentarité entre ce cadre et les autres formats multilatéraux coexistant en Méditerranée, tel l'Union pour la Méditerranée ou l'Union du Maghreb arabe.

Outre les caractéristiques du format et son adéquation à l'environnement méditerranéen, le débat a aussi porté sur les initiatives sectorielles mises en œuvre par le Dialogue 5+5, suite auxquelles des recommandations ont été formulées en vue de scénarios d'avenir possibles en Méditerranée occidentale. En ce sens, la table ronde a rappelé, tout d'abord, le discours prononcé par le président français, E. Macron devant le Parlement tunisien en février 2018 sur le renforcement des liens UE-Maghreb dans le cadre de relations euroméditerranéennes de plus grande ampleur. À cet égard, une question cruciale a été posée aux participants de la table ronde : « N'est-ce pas une bonne occasion de convoquer un nouveau sommet de chefs d'État et de gouvernement du Dialogue 5+5 pour recadrer les nouveaux et les anciens défis auxquels nous sommes tous confrontés en Méditerranée occidentale ? »

#### **Forces et faiblesses du Dialogue 5+5**

De l'avis de plusieurs assistants, la longévité du Dialogue 5+5 est la preuve de son succès et la nature informelle de son format, sa force principale. Comme l'a signalé un participant, le Dialogue 5+5 n'impose pas un point de vue unique, c'est un espace de débat qui échappe à la pression médiatique et qui a été spécialement conçu pour l'écoute et le débat. Par ailleurs, plusieurs intervenants ont fait remarquer que son approche sectorielle et ses dimensions bilatérale et

multilatérale en font un format souple et efficace pour aborder certaines questions-clés, comme la défense, par exemple.



La conférence a été clôturée avec une table ronde où la place du Dialogue 5+5 dans l'ensemble des cadres institutionnels méditerranéens a été discutée

La longévité et l'informalité du Dialogue 5+5 démontrent son succès

La grande diversité des thèmes, des discours et des formats, qui s'est développée au fil des décennies, a contribué à la consolidation d'un « espace circulaire » au sein de la Méditerranée occidentale. Des initiatives comme la Stratégie de l'eau 5+5, le développement urbain durable, l'économie bleue et le transport sont des exemples de réussites. D'après d'autres assistants, la proximité géographique entre les pays ainsi que le format réduit du Dialogue 5+5 ont été déterminants en ce qui concerne le maintien et l'amélioration de son fonctionnement au fil des ans.

La combinaison de différents formats avec une approche progressive vers des actions concrètes a contribué à l'évolution de ce cadre

De même, le réseau Med Think 5+5 et les initiatives interparlementaires ont été qualifiées d'éléments essentiels pour l'articulation du Dialogue 5+5 au-delà de la sphère intergouvernementale. Il a été dit également que l'alliance d'une approche verticale et d'une horizontale ainsi que le cheminement progressif vers la réalisation d'actions concrètes font partie des mécanismes qui ont contribué à l'évolution positive du format. Néanmoins, il a été souligné à plusieurs reprises que le succès de certaines initiatives, comme 5+5 Défense, ne signifie pas que leurs structures et leur fonctionnement puissent être reproduits avec succès dans d'autres domaines. Pour ceux-ci, des solutions nouvelles et créatives sont à trouver.

Cela étant, plusieurs participants ont mis en garde contre les échecs susceptibles d'affaiblir les performances du Dialogue 5+5. Parmi eux, l'absence de protocole d'évaluation des initiatives à mettre en œuvre, qui est la différence la plus frappante avec d'autres cadres régionaux.

### **Caractère informel vs. invisibilité**

Malgré les avantages de la nature informelle du Dialogue 5+5, plusieurs interventions ont mis l'accent sur les risques que cette caractéristique comporte. Parmi eux, l'absence d'un cadre institutionnel et l'extrême discrétion des initiatives par rapport aux médias et aux autres institutions leur font courir le risque de passer inaperçues. L'un des participants a insisté sur le fait que leur poids au niveau international est négligeable. Il a suggéré un renforcement des relations du Dialogue 5+5 avec d'autres institutions, comme c'est le cas avec l'UpM et la Commission européenne. Une meilleure utilisation des cadres de dialogue contribuerait également à une plus grande complémentarité entre les différents formats et à la construction d'un seul agenda consensuel pour la Méditerranée occidentale.

Dans ce même esprit, certains ont signalé qu'il serait opportun de se concentrer sur des thèmes liés à la coopération à même d'envoyer des messages positifs et de mobiliser différents secteurs de la société. Par ailleurs, une plus grande visibilité aiderait à renforcer le potentiel du cadre et lui permettrait de devenir un moyen de transmission de bons exemples et de meilleures pratiques dans les pays du Sud et du Nord du bassin. Parmi les exemples cités, une attention particulière a été portée à l'innovation, l'intégration, l'entrepreneuriat social, les moyens financiers ayant un impact social ou les initiatives servant à bâtir des ponts entre la société civile et le secteur privé.

Une meilleure utilisation des cadres de dialogue contribuerait à une plus grande complémentarité

### **Intérêts communs ou défis communs ?**

La notion « d'intérêts communs » a donné lieu à une ultérieure controverse durant la table ronde. L'un des assistants a soulevé la question de savoir s'il existe vraiment un tel lien entre les pays de la Méditerranée occidentale ou si ce qu'ils partagent sont plutôt des défis. À son avis, s'il existait vraiment des intérêts communs, il n'y aurait pas lieu d'appeler à un changement d'orientation pour

passer de la réflexion à l'action. Par conséquent, l'hétérogénéité des pays membres du dialogue et la fluctuation des intérêts de leurs gouvernements au fil du temps font que ces intérêts sont loin d'être communs.

Pour d'autres participants, au contraire, la communauté des intérêts est évidente et le bon fonctionnement de certaines initiatives lancées par le Dialogue 5+5 en est le reflet. Un autre intervenant a fait remarquer à cet égard qu'il existe non seulement un partage des risques, mais aussi une relation se fondant sur la compréhension mutuelle de ces risques.

### **Perspectives et recommandations**

En ce qui concerne les orientations futures, plusieurs participants ont affirmé qu'il était important de maintenir la structure souple et non formelle du Dialogue 5+5 tout en renforçant sa contribution à un développement solidaire, inclusif et durable en Méditerranée occidentale. L'un des assistants a lancé l'idée de construire une sorte de G-10 Med susceptible d'agir dans différents domaines « non pas comme une institution, mais comme un arbitre ».

L'importance de promouvoir le dialogue et la diversité dans ce cadre particulier a été réaffirmée, tout comme la nécessité de faire plus de place aux jeunes et aux femmes dans celui-ci.

Le Dialogue 5+5  
remplit les conditions  
nécessaires pour  
aider à l'intégration  
régionale

Selon plusieurs participants, le Dialogue 5+5 remplit les conditions nécessaires pour aider à l'intégration régionale, à condition qu'il trouve un équilibre entre les besoins des jeunes et la réalité, qu'il soit capable de combattre la marginalisation et l'exclusion sociale et qu'il mette en place des actions contre la radicalisation et l'extrémisme.

En général, les participants se sont accordés à dire que maintenant, plus que jamais, il est important de continuer à enrichir le dialogue de la Méditerranée occidentale pour promouvoir le développement humain et pour prendre, dans le cadre du Dialogue 5+5, les bonnes initiatives qui nous permettront de relever ensemble les défis à venir.

